<http://jesuschristenfrance.fr/chretiens-confrontes-a-des-lois/article/un-pacte-mondial-suicidaire-pour-les-nations-europeennes>

Un Pacte mondial suicidaire pour les nations européennes

- Chrétiens confrontés à des lois illégitimes, des actes de profanation, des décisions injustes et même des agressions criminelles -

Date de mise en ligne : mercredi 5 décembre 2018

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

Un Pacte mondial suicidaire pour les nations européennes

Le Pacte, de son vrai nom « Global Compact », vise en fait à favoriser une immigration extra-européenne massive, tant légale qu'illégale

« Le Pacte "Global Compact" vise à favoriser une immigration extra-européenne massive, tant légale qu'illégale. Alexandre del Valle souligne ici les postulats tiersmondistes et anti-souverainistes qui sous-tendent ce texte.

Le « Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » lancé en avril 2017 par l'Assemblée générale des Nations Unies et que les États du monde entier sont invités à ratifier avant le 11 décembre 2018, suscite depuis des semaines des débats houleux entre « immigrationnistes » et « populistes », mais pas seulement, car le Pacte, de son vrai nom « Global Compact », vise en fait à favoriser une immigration extra-européenne massive, tant légale qu'illégale (les deux confondues de façon perverse), que les pays d'accueils européens sont sommés d'accepter et d'organiser sous peine d'être qualifiés de « racistes » et « xénophobes ». Alexandre del Valle souligne ici les postulats tiersmondistes et anti-souverainistes qui sous-tendent le texte mais que les 193 États de l'Assemblée générale de l'ONU, à l'anti-occidentalisme revanchard, ont d'autant plus facilement adopté qu'ils ont intérêt à se débarrasser de populations excédentaires sans travail et que seuls les États européens en respecteront réellement les termes « non-contraignants » pour se donner bonne conscience. Sauf si les désistements en chaîne observés ces dernières semaines - Hongrie, Pologne, Slovaquie et République Tchèque en tête - et les demandes d'amendements formulés par nombre d'États occidentaux non-dupes, se multiplient.

Gommer la différence entre « immigrés » et « réfugiés », étrangers et citoyens...

Plusieurs remarques préliminaires sont à faire : les Nations unies n'ont en principe pas du tout vocation à lancer pareille initiative et il est clair que les États cosignataires africains, islamiques, asiatiques ou d'Amérique latine qui n'y ont pas intérêt ne respecteront jamais les règles « morales » édictées dans ce « Pacte » et surtout les devoirs financiers que seuls les pays démocratiques occidentaux sont sommés de mettre en oeuvre. D'évidence, la plupart des mesures de cet accord multilatéral sont impossibles à mettre en place dans la vaste majorité des pays membres des Nations Unies. L'effort et le coût se porteront donc sur une minorité de pays développés sur le plan juridique et social.

Le "Pacte mondial sur les migrations", ou comment l'ONU impose un monde sans frontières

Entre bases de données géantes, biométrie, et dépenses nécessairement astronomiques, préconisées par les rédacteurs du texte onusien, on comprend mal ce qui a pu mener à ce projet. Ensuite, l'aspect « non-contraignant » du dit Pacte vise en fait assez habilement à contourner les lois des États souverains et les bases mêmes de la démocratie. Il n'empêchera d'ailleurs absolument pas le « pacte » d'avoir des effets

légaux ultérieurs pour les signataires. En effet rien n'empêchera les tribunaux, cours constitutionnelles et autres instances étatiques de judiciariser peu à peu les normes onusiennes comme on l'a déjà vu en France avec la cour constitutionnelles qui, répondant à une « question prioritaire de constitutionnalité », a donné raison à des lobbies immigrationnistes désireux de dépénaliser les migrations illégales et à accorder aux clandestins qui enfreignent les lois les mêmes droits sociaux que les citoyens qui cotisent depuis des années et paient des impôts pour y avoir droit.

La « migration » organisée au niveau global est par conséquent l'outil d'une volonté manifeste de réduire toutes les personnes, citoyennes, étrangères, régulières ou irrégulières, à des entités juridiques et socio-économiques interchangeableables, indifférenciées. L'appartenance à la citoyenneté nationale ne peut dans cette perspective en aucun cas donner lieu à des privilèges et droits particuliers « supérieurs » à ceux des étrangers, envers qui les nations occidentales ont, a contrario, des devoirs imprescriptibles.

La légitimation de l'immigration illégale par les confusions sémantiques des termes immigration/immigration/migrants/immigrés

Ces confusions mettent dans le même sac réguliers et illégaux, migrants économiques et réfugiés, vrais et faux demandeurs d'asile. Elles ne trompent certes pas du tout les publics avertis, mais elles introduisent d'énormes confusions dans l'esprit des masses, surtout des peuples occidentaux abreuvés de doxa « diversitaire » cosmopolitiquement correcte et, de ce fait, culpabilisés/diabolisés dès qu'ils osent limiter l'immigration (droit de tout État souverain) ou refusent même simplement l'immigration illégale. Celle-ci, normalement sévèrement punie par les lois dans tout État appliquant la loi, est aujourd'hui présentée comme légitime par nature puisque les frontières seraient une anomalie, d'où le nom de l'ONG pro-Migrants financée par Georges Soros : « No Borders ».

Pour faire accepter les « droits » inaliénables de « migrants » qui n'en ont pourtant normalement aucun face à un État souverain libre d'accueillir ou de ne pas accueillir qui il veut, l'idée est de légitimer « le migrant » (avec un grand M) dans son ensemble, s'il vient du « Sud » et de pays anciennement colonisés par l'Europe, en le présentant comme une « victime » a priori, un réfugié par nature s'il vient d'un pays plus pauvre, une personne persécutée chez elle par des tyrans après avoir exploitée dans le passé par les États européens d'accueil....

De ce fait, le « migrant » cesse d'être un individu responsable capable d'être honnête ou malhonnête, éligible ou pas, mais un « créateur » par essence dont les droits seraient inversement proportionnels aux devoirs du débiteur occidental. Conformément à cette doxa, le Global Compact on Migration laisse entendre en toute logique idéologique que ce ne sont nullement les pays qui laissent cyniquement leurs ressortissants partir - et refusent par mauvaise foi de les reconnaître comme co-nationaux lorsqu'ils y sont renvoyés - qui sont appelés à supporter le coût de leur entreprise immigrationniste, mais les seuls pays d'accueil.

De même, si l'Arabie Saoudite est la première destination de la migration (après les États-Unis), le pacte ne pose pas les mêmes enjeux pour la monarchie wahhabite totalitaire esclavagiste - où les immigrés n'ont aucun droit par principe et sont des inférieurs, que pour les pays d'Europe égalitaristes au point de ne plus distinguer entre ami et ennemi, étranger et national, membre de sa civilisation et issu de civilisations différentes, voire hostiles comme l'islamisme. De ce fait, les Saoudiens voient arriver sur leur sol soit des coreligionnaires sunnites, soit des non-musulmans qui n'auront jamais ni la nationalité saoudienne ni des droits de citoyens, alors que l'Europe est sommée d'organiser l'arrivée et de favoriser l'implantation de populations mêmes si elles sont adeptes de cultures hostiles à leurs valeurs fondamentales comme l'islamisme radical ou la haine envers l'Occident séculier et libéral.

La page du site des Nations Unies dédiée à ce Pacte « historique » a d'ailleurs un peu plus d'honnêteté

intellectuelle que son document de 34 pages : la photo centrale est celle d'une femme voilée et de son mari, les deux faisant un signe de coeur avec leurs mains. C'est là en fait la seule (mais éclairante) allusion à la dimension « culturelle » de la « migration » en question, d'emblée affichée comme islamique, et ce clin d'oeil n'est peut-être pas un détail innocent quand on sait que la majorité des 57 pays composant l'Organisation de la Coopération islamique, l'OCI, a adopté ce Pacte à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Dissymétrie des responsabilités des pays face aux migrants : un engagement intenable

Le Global Compact on Migration, qui devait au départ engager les 193 pays membres des Nations Unies, fait fi de la disparité criante entre régions développées au niveau socio-économique et juridique et régions à la traîne, et il fait l'impasse sur la dimension culturelle de la migration, ce qui fait d'un accord prétendument « multilatéral » un programme de sur-responsabilisation des seuls pays d'Occident. D'après les Nations Unies, 258 millions de personnes vivent hors de leur pays et sont donc considérés comme « migrants », terme que le Pacte décide de mettre sur le même pied que « réfugiés », alors que ces derniers bénéficient d'un cadre légal particulier.

Qu'il se déplace pour raisons économiques ou pour fuir un pays en guerre, « le migrant » (personnifié de façon habile conformément aux règles de la com efficace) devient ainsi une abstraction juridique, supportant des droits - et des obligations paraît-il, dont le Pacte se garde bien de donner les contours - où qu'il soit, à quelque étape et lieu de son parcours migratoire qu'il se trouve. Or ces droits, pour s'exercer, doivent faire l'objet d'une protection qui incombe au pays dans lequel le migrant se trouve. Ainsi, le Pacte prévoit que soit fournie au migrant une information précise sur ses moyens de réclamation et de compensation en justice si ses droits étaient bafoués (qu'il ait un statut ou non), accompagné d'un accès facilité à une assistance juridique (publique ou « abordable » financièrement). On n'imagine pas que ce soit en Arabie Saoudite, au Soudan ou au Bangladesh que cet accès à la justice sera être le mieux mis en place, au contraire des pays d'Occident justiciables par ailleurs de la Cour européenne de Justice. Les coûts que cela implique reviendront donc toujours majoritairement aux pays hôtes (de transit ou de destination), sans que le Pacte ne se soucie de savoir comment une justice financée par l'impôt des nationaux pourra absorber indéfiniment ces procédures en « extra ».

Un migrant nouvellement arrivé sur le sol français pourrait ainsi se prévaloir du droit français et international pour mettre l'État au pas quant au respect de ses droits. Le migrant en situation illégale serait également protégé, le Pacte précisant que l'illégalité ne doit pas être un « prétexte » à fragiliser l'individu davantage. De même, s'agissant d'accès aux services « de base » (c'est-à-dire notamment soins de santé et sécurité sociale), qu'il s'agit d'accélérer et de faciliter, ce sont encore les pays d'Europe surtaxés qui financent - à perte - des systèmes de ce type.

Faciliter l'immigration de masse et le shopping migratoire

Outre la mise en place de « campagnes d'information », de sites internet et de procédures d'information avant le départ et dès l'arrivée du « migrant », les États d'accueil doivent fournir à ce dernier des renseignements détaillés sur « les formalités à remplir, les conditions de vie et les outils juridiques en vigueur » et, bien sûr, « garantir l'accès aux soins de santé, la justice et au marché du travail », mesures déjà en vigueur en France d'ailleurs, où la seule aide aux migrants irréguliers « mineurs non-accompagnés » (souvent faux mineurs d'ailleurs), coûte déjà deux milliards par an. D'évidence, le Pacte est bel et bien un projet de facilitation massive de la « migration », ou plutôt de « l'immigration », régulière comme irrégulière. Les « campagnes plurilingues » qui « doivent » donner l'état des conditions de vie dans chaque pays d'accueil potentiel sont par ailleurs la porte ouverte au shopping migratoire.

De même, les procédures de « réunification familiale » - un « droit du migrant » et qui « faciliterait son inclusion dans sa société d'accueil » ! - doivent selon les rédacteurs du Pacte être simplifiées et accélérées. À nouveau, le Pacte ne parle du « migrant » que comme entité générique dépourvue de culture, d'identité voire d'origines, comme une figure sans tâche idéalisée bénéficiaire de principe de « droits » qu'il revient au pays hôte de « protéger ». Entre un nigérian, qui peut avoir en moyenne 6 enfants et dont la culture familiale induit des liens très forts sur plusieurs générations, et le suisse (moins de deux enfant par femme), le Pacte ne fait pas de différence. Quoique très précis sur les mesures concrètes à prendre vis-à-vis du migrant, le document est d'une abstraction confondante sur le comment du financement, l'impact sur les pays concernés, ou tout simplement les circonstances de telles mesures.

Lorsqu'il s'agit de faire « participer » le secteur privé et les employeurs à l'inclusion des migrants - notamment en permettant la formation « sur le terrain », des cours de langue ciblant l'occupation professionnelle, la reconnaissance de compétences obtenues autrement que par le diplôme - les Nations Unies semblent avoir balayé d'un revers de main la situation économique et la réalité du marché du travail de la vaste majorité de ses membres. La France compte en effet 5 649 600 demandeurs d'emploi, l'Espagne plus de dix millions. Les prérequis incombant aux jeunes européens sont de plus en plus exigeants, notamment en termes de compétences en langues étrangères (rappelons qu'à Bruxelles il est fréquent que le candidat doive connaître trois langues), pourtant, le Pacte demande que la « maîtrise de la langue » serait revue à la baisse afin de magiquement « faciliter l'emploi des migrants »...

Appel à la censure et « rééducation » de l'Occidental rempli de préjugés anti-immigration

Le Global Compact est un « tout pour l'autre » vertigineux, où les mesures éminemment concrètes à l'égard des migrants forment un contraste saisissant avec la simple « considération » accordée aux inquiétudes « légitimes » des États et communautés d'accueil. Le citoyen sera donc heureux de savoir que les Nations Unies ont constaté son « désarroi », mais le Pacte lui rappelle benoîtement que la migration est avant tout un « avantage » et, au pire, un « défi ». C'est d'ailleurs en ces termes que le Pacte déclare que l'accès à une information « objective, factuelle et claire sur les avantages et les défis de la migration » doit être fourni à tous, afin de « dissiper les discours qui génèrent une perception négative des migrants ».

L'objectif n°16 du Pacte global est de « donner les moyens aux migrants et sociétés de réaliser une inclusion et cohésion sociale complètes », et c'est à ce titre qu'il s'agit de promouvoir le « reportage éthique » sur le sujet des migrants. Passant sans vergogne du devoir d'objectivité à la nécessité de « dissiper » le négatif, le Pacte enjoint les signataires à mettre en lumière les « contributions positives » des migrants. L'active participation des médias est requise dans cette vaste entreprise de positivisme forcené, notamment en formant et « sensibilisant » les professionnels des médias aux problématiques et à la « terminologie » liées à la migration.

Ceux qui feraient montre d'intolérance, de xénophobie, de racisme et toute autre forme de discrimination à l'égard des migrants verraient leurs subsides se tarir. La même vigilance serait de mise en « période électorale », ce qui laisse à penser que le Pacte Global vise à interdire l'immigration comme sujet politique ! Autorités publiques et médias seraient ainsi soumis à des « mécanismes » spécifiquement mis en place pour protéger le migrant - ce qui laisse à penser que pour les Nations Unies, les nationaux d'un pays sont nécessairement hostiles aux nouveaux venus, et que la culture nationale ne vaut pas la peine, elle, d'être protégée, promue, ou « mise en lumière ». Avec des activités culturelles (« sport, musique, les arts, festivals culinaires, volontariat et autres événements sociaux »), le Pacte entend « faciliter » (décidément le mot-clé de cet accord) la compréhension et « l'appréciation » mutuelles des cultures migrantes et celles des communautés de destination.

Tout comme en France la protection des « minorités » évacue l'antisémitisme musulman (ciblant pourtant une « minorité »), l'élan humaniste et gestionnaire du Pacte Global se préoccupe du migrant dont les droits doivent être protégés des assauts que lui porterait nécessairement la communauté d'accueil. La culture du migrant doit d'ailleurs être « incluse », « acceptée », « appréciée », « mise en lumière », par les autochtones, dont la culture d'accueil est censée tout absorber, en « s'adaptant » au besoin jusqu'à la distorsion à « l'Autre » appelé à être considéré comme le « Même ». C'est jusque dans les soins de santé que le Pacte entend faire subir cette adaptation culturelle et économique : il s'agit en effet « d'incorporer les besoins de santé des migrants aux politiques de soins de santé nationale et locales » et ce, notamment, en réduisant les barrières de communication...y compris culturelles, en « sensibilisant » les fournisseurs de soins de santé aux cultures diverses. La disruption générée dans les hôpitaux occidentaux, où médecins masculins ne peuvent ausculter nombre de patientes musulmanes sans un tiers mâle présent par exemple, ne serait dans cette optique à sens unique que le fruit d'un manque d'acceptation par la culture arrivante de la culture d'accueil, et ce problème est évacué au profit d'un discours d'intégration où c'est la communauté d'accueil qui doit absolument « intégrer ».

Le Pacte désavoué par de plus en plus de pays d'Europe

Pologne, Hongrie, Slovaquie et République Tchèque ont tous fait savoir qu'ils ne signeraient pas l'accord, une décision peu surprenante de la part du Groupe de Visegrad, dont les positions assez dures sur l'immigration sont connues (et commentées) depuis longtemps. La Croatie et la Bulgarie ont également signalé leur refus en novembre, et l'Estonie n'a confirmé son soutien qu'après un débat échauffé au gouvernement. Fin novembre ce sont encore l'Australie et Israël qui quittaient la table et fin octobre l'Autriche après s'être montrée réticente au pacte, actait son refus de signer. L'Italie a déclaré qu'elle ne se rendrait pas à Marrakech et souhaitait laisser le temps à son Parlement de prendre une décision informée, un report de décision partagé également par la Suisse. Au total, ce sont donc 10 non-signataires et 2 pays qui souhaitent reporter la signature (Suisse et Italie), et il y a fort à parier que le gouvernement « populiste » italien de M. Conte ne signera pas. Ce n'est pas un hasard si ce sont majoritairement des pays occidentaux qui désavouent ce Pacte Global qui devait au départ rallier les 193 membres des Nations Unies. Prétendant d'abord être un accord « multilatéral », les objectifs et mesures envisagées pour les atteindre prennent place dans des contextes très différents d'une région à l'autre et n'engageront tout simplement pas les mêmes responsabilités pour les pays membres. Il est évident que les pays d'Afrique (une cinquantaine aux Nations Unies), les pays d'Asie-Pacifique (également une cinquantaine), ceux d'Amérique Latine-Caraïbes (33) ne font pas face aux mêmes difficultés que les 22 pays occidentaux (y compris Canada et États-Unis). Ce sont donc à nouveau les pays les plus avancés en matière de droits et de libertés qui se verront le plus tenus et le paradoxe de sociétés développées qui voient se retourner contre elles les outils qu'elles ont développés, à l'image des droits de l'homme dévoyés pour museler l'esprit voltairien français, est poussé à son paroxysme.

La Représentante pour la Migration Internationale aux Nations Unies, Louise Arbour, déclarait le 27 novembre que les désistements en chaîne de ces derniers mois donnaient une piètre image des pays en question, soulignant les « avantages économiques » que la migration est capable de produire « si elle est bien gérée ». En réalité il n'est aucun chiffre disponible à ce jour qui permette d'affirmer l'avantage concret de l'immigration, qui prennent en compte les accommodements, les délibérations, les dérogations, les procédures judiciaires, qui accompagnent « l'intégration » de nouveaux venus dans un pays donné. En janvier 2016, le Fond Monétaire International publiait un rapport sur les « défis économiques » posés par la vague migratoire, rapport largement relayé comme « très positif » par les médias. L'apport économique (notamment en contribuant par les taxes) des migrants dépendait massivement de leur entrée sur le marché du travail, entrée que le rapport estimait entre deux et cinq ans après leur arrivée, si on voulait bien ajuster les attentes en termes de langue et de compétences notamment. En réalité, les aspects « positifs » étaient enrobés de « pourrait » précautionneux et conditionnés à des circonstances structurellement difficiles à mettre en place.

Pacte « non-contraignant », ou comment contourner le débat public et parlementaire : une tendance des relations internationales en pleine croissance

L'argument a été donné de si nombreuses fois pour invalider les objections au Pacte Global qu'il faut préciser ce qu'il a de faux en plus de malhonnête. Bien entendu s'il n'y a aucune conséquence à signer pareil accord on peut retourner la question et demander « ce que ça peut bien leur faire » de ne pas signer. En réalité les accords dits non-contraignants sont un outil tout à fait courant des relations internationales et ne tombent pas nécessairement hors du droit international. Nombre de chercheurs en droit se sont penchés sur la prolifération de ces accords internationaux notamment en ce qu'ils questionnent la loi en tant que telle. Le Global Compact, en se disant non-contraignant, permet aux gouvernements de faire l'économie d'une bureaucratie lente et coûteuse, certes, mais aussi du débat parlementaire interne et de contourner ainsi un processus de décision démocratique. Or cet argument de la « non-contrainte » du pacte occulte plusieurs aspects, dont celui du « politiquement contraignant » et du poids symbolique de tels accords.

Ainsi certains avis ou décisions du Parlement européen, purement « consultatifs » et sans effet juridique, se voient tout de même entérinés par la Commission en raison de leur haute valeur symbolique et politique difficiles à ignorer sans risque. D'autre part, un accord international tel que celui des Nations Unies, même

non-contraignant, peut renforcer la densité de traités parfaitement contraignants, en ramollir d'autres, et être tout à fait pris en compte par la justice elle-même en tant qu'il compte comme preuve d'une pratique internationale et de droit coutumier. Il n'est pas rare d'avoir recours à ce type d'accord pour sa malléabilité, sa facilité de mise en oeuvre, que ce soit dans les domaines militaire, environnemental ou des droits de l'homme. Prétendre que ces accords seraient sans effet est un mensonge et une grave erreur, ne serait-ce que dans l'appel d'air qu'il provoque, informant les migrants du monde entier de leur droit souverain devant les nations. Et à tout le moins, le Global Compact on Migration est la manifestation d'un nouvel ordre transfrontières reposant sur le fichage des citoyens quels qu'ils soient, et l'effacement de certaines cultures au profit d'autres mieux protégées ou pourvues de moyens disproportionnés pour s'implanter. »

Site source à consulter

[Valeurs actuelles](#)